

« Ça va craquer » : le cri de détresse des laboratoires français du CNRS



Baisse des subventions, conditions de travail dégradées... La recherche publique souffre et craint pour sa survie. Dans les laboratoires d'écologie, les chercheurs pointent une « perte de sens au travail ».

Le CNRS, plus grand organisme de recherche français et européen, est au bord du gouffre. Cela [fait des années](#) que les scientifiques de cette institution souffrent du manque de moyens et de conditions de travail dégradées, à l'instar de [l'ensemble de la recherche publique](#). Mais la nouvelle coupe budgétaire imposée par le gouvernement ressemble à la goutte de trop. Une [« rupture » dénoncée par la moitié](#) des responsables de laboratoires et d'unités de l'institution.

Sur demande du Premier ministre, le Conseil d'administration du CNRS a dû voter, le 13 mars, une économie de 20 millions d'euros sur son budget 2026. Ces efforts touchent directement les dotations aux laboratoires, amputées de 13,5 millions d'euros. Fait aussi ubuesque qu'inédit : ces économies concernent des sommes déjà allouées, sur lesquelles comptaient les laboratoires pour l'année en cours.

« On pleure à chaque annonce »

Le reste de l'effort budgétaire (6,5 millions d'euros) portera sur l'investissement immobilier, a fait savoir le PDG du CNRS, Antoine Petit, dans un [courrier adressé aux directrices et directeurs d'unité de recherche](#) le 24 mars.

Rapportées aux 2,9 milliards d'euros de subvention annuelle que reçoit l'organisme de recherche, ces sommes peuvent paraître marginales, mais les apparences sont trompeuses. Car 91 % de cette subvention d'État est consacrée au paiement des salaires. C'est donc dans le

budget de fonctionnement des laboratoires que seront ponctionnés ces 13,5 millions d'euros, soit une perte d'environ 10 % des ressources qui servent aux frais courants, au paiement des contractuels, des factures d'eau ou d'électricité, d'entretien ou réparation des machines, entre autres.

« Ça va craquer »

Résultat : des scientifiques obligés de bricoler avec des bouts de ficelle pour sauver les meubles. « Avec la baisse de 10 %, il va nous manquer 3 000 euros pour payer le contrat de travail de six mois qu'on a fait à un jeune postdoctorant. Ceux qui avaient encore des crédits dans notre unité vont être solidaires et nous prêter l'argent au détriment d'autres projets », dit Katell Guizien, océanographe et directrice de recherche au CNRS à l'Observatoire océanologique de Banyuls-sur-Mer (Pyrénées-Orientales). Dans d'autres laboratoires, quand trouver de l'argent est impossible, on réduit de plus en plus la durée des contrats.

Le manque de moyens pour entretenir les instruments scientifiques ralentit aussi la recherche, quand il ne la met pas en péril. « On n'a pas les moyens d'investir dans des serveurs de secours pour stocker nos données. Quand l'un de nos serveurs est tombé en panne, on a failli perdre vingt ans de travail en évolution des génomes », relate Tatiana Giraud, biologiste, directrice de recherche au CNRS et membre de l'Académie des sciences.

« Un congélateur à -80 °C pour conserver l'ADN, ça coûte 20 000 euros. Un séquenceur d'ADN ou un microscope sophistiqué pour analyser la biodiversité, c'est extrêmement coûteux. On devrait pouvoir travailler cette année, à condition qu'aucun de ces appareils ne tombe en panne », dit Christine Dillmann, directrice de l'unité mixte de recherche génétique quantitative et évolution.

Elle insiste : « C'est sûr que ça va craquer, on ne sait juste pas exactement quand. J'ai 61 ans, j'ai toujours vu le budget de la recherche fluctuer, mais une baisse aussi brutale et non anticipée, jamais. »

Les connaissances écologiques entravées

Cette situation est d'autant plus aberrante qu'elle entrave la science et la progression de savoirs pourtant cruciaux pour répondre aux urgences auxquelles sont confrontées nos sociétés, notamment sur l'écologie.

Agnès Ducharne dirige l'unité mixte de recherche Metis (Milieux environnementaux, transferts et interactions dans les hydrosystèmes et les sols), dont les chercheurs travaillent à mieux comprendre la pollution des eaux, le pouvoir de stockage du CO₂ des sols, le cycle de l'eau durant les sécheresses, ou la quantité d'évaporation engendrée par les mégabassines, entre autres sujets brûlants. « Il y a des investissements, pour prélever de l'eau dans les nappes ou entretenir des appareils, qu'on ne pourra pas faire, ça retarde nos recherches, alors qu'on n'a jamais eu autant besoin de documenter les changements et la mise en place de solutions dans un monde qui change à toute vitesse », regrette la scientifique.

« Si on n'a plus le budget pour réparer les pannes, on perd notre travail »

Katell Guizien travaille quant à elle sur la manière dont se dispersent les larves d'espèces marines au gré des courants océaniques, comment tout cela est bouleversé, notamment par le [changement climatique](#), et comment cela menace ou non certaines espèces. « Un équipement comme un lyophilisateur, qu'on utilise tous les jours pour préserver les échantillons marins

qu'on va collecter, si on n'a plus le budget pour réparer les pannes, on perd notre travail, dit-elle. Nos recherches visent à mieux définir les aires marines protégées. Les États ont un objectif de protéger 30 % des océans d'ici 2030 et [on est déjà en retard](#) sur les connaissances nécessaires pour cela. »

Pour prendre la mesure de l'importance de ces dotations directes aux laboratoires, il faut dire un mot sur le fonctionnement plus global du financement de la recherche publique. L'immense majorité des projets de recherche n'est pas financée par ces subventions directes de l'État. Les scientifiques doivent en fait répondre à des appels à projets pour obtenir des financements sur des sujets de recherche précis, au cas par cas.

Mais ces versements sont extrêmement fléchés, et les laboratoires n'ont pas le droit de les utiliser pour les dépenses courantes, l'entretien des instruments, leurs frais de déplacement, etc. La baisse des dotations directes ne laisse donc aucun plan B pour répondre à ces besoins essentiels au quotidien.

« Pour obtenir des financements sur projets, il faut déjà avoir des résultats à présenter pour convaincre les financeurs. C'est aussi à cela que servent les fonds pérennes : à amorcer des recherches », dit Matthieu Réfrégiers, qui dirige le Centre de biophysique moléculaire d'Orléans.

Au sein de son laboratoire, des scientifiques travaillent sur les effets des pesticides néonicotinoïdes sur les abeilles. On connaît déjà les [effets délétères de ces pesticides](#) sur le comportement des insectes mais eux veulent éclairer d'autres effets possibles, au niveau physiologique. Le ralentissement de ces recherches est un énième exemple des conséquences des baisses de dotations.

Le précipice en 2027

Si ces 20 millions d'euros de coupe budgétaire surprise pour 2026 constituent un choc difficile à encaisser, tous les chercheurs et chercheuses interrogés par *Reporterre* témoignent surtout d'une inquiétude plus grande encore pour 2027. Ces économies demandées par le gouvernement au CNRS visent en effet à réduire (légèrement) le déficit de l'organisme public, estimé à 239 millions d'euros cette année, avant économies.

Ce déficit est directement lié à des charges non compensées par l'État depuis 2024, assure le PDG du CNRS dans son courrier. Au total, c'est plus de 500 millions d'euros de déficit depuis deux ans que doit gérer le CNRS. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, [contacté par l'AFP](#), ne conteste pas le désengagement de l'État mais l'estime à seulement 120 millions d'euros.

« On est dans l'inconnu total pour 2027 »

Quoi qu'il en soit, pour combler le déficit, le CNRS a puisé depuis fin 2024 dans son fonds de roulement — une somme d'argent mise de côté pour financer les dépenses courantes futures. La ponction dans ce fonds a permis d'absorber le désengagement de l'État et d'éviter aux scientifiques d'être directement touchés par ces baisses... jusqu'à ce premier coup de semonce de 20 millions d'euros.

Mais le fonds de roulement est presque à sec. Si le budget de l'État ne permet pas de combler le déficit du CNRS l'an prochain, le personnel de l'institution craint des secousses d'une tout autre ampleur. « *Le risque, pour l'an prochain, c'est une année blanche dans les recrutements, un arrêt total de certaines infrastructures* », craint Matthieu Réfrégiers.

« On est dans l'inconnu total pour 2027. Soit on a une hausse des subventions de l'État d'au moins 200 millions d'euros, soit on entre dans de l'inédit et des solutions non conventionnelles », estime Boris Gralak, directeur de recherche au CNRS et secrétaire général du Syndicat national de la recherche scientifique (SNCS-FSU).

Hypocrisies politiques

L'argent ne manque pourtant pas dans l'absolu, pointe le chercheur. Le crédit d'impôt recherche, qui permet aux entreprises de défiscaliser leurs investissements privés en recherche et développement, coûte 8 milliards d'euros par an aux finances publiques. Avec, en outre, des effets positifs de recherche extrêmement limités [selon une analyse de 2021](#) de la Commission nationale d'évaluation des politiques d'innovation.

« Les coupes dans la recherche publique en même temps que l'on injecte des milliards d'euros dans la défense sont désespérantes, s'indigne également Agnès Ducharne, en dénonçant la vision court-termiste du gouvernement. Ils ne comprennent pas que la recherche académique non ciblée, c'est la base de toutes les retombées économiques à terme. Quant aux sujets environnementaux, le gouvernement n'est pas très fan des recherches que l'on mène et ça commence à se voir. »

« Dans les labos d'écologie, il y a une perte de sens au travail »

« Le projet de société qui se met en place, où l'on considère que la recherche publique est une gêne plutôt qu'un atout, qu'elle met des bâtons dans les roues aux projets politiques, est catastrophique », abonde Matthieu Réfrégiers.

« Dans les labos d'écologie, il y a une perte de sens au travail, dit Christine Dillmann. On pleure à chaque annonce, vraiment, à chaque loi Duplomb ou loi d'urgence agricole qui acte des reculs sur la biodiversité. »

Pendant que la recherche publique souffre et craint pour sa survie, Emmanuel Macron continue de manipuler le langage orwellien. « Nous réaffirmons que toute avancée repose sur une science libre, ouverte et indépendante », a-t-il sermonné lors du sommet international [One Health](#) organisé à Lyon du 5 au 7 avril.

On ne va pas vous le cacher : à Reporterre, on est inquiets.

En France, l'extrême droite progresse dans de nombreuses villes et dans l'espace médiatique. Ailleurs, un néofascisme assumé gagne du terrain : l'extrême droite poursuit son ascension sur le continent américain, et pèse sur les décisions du Parlement Européen.

Ici, on rase des hectares de forêts, on bétonne des montagnes, on éventre des collines. Là-bas, on bombarde des sites pétroliers, on extrait, on fore toujours plus.

Le désordre est global mais ses conséquences sont toujours locales. Et la menace est écologique autant que démocratique.

Mais au milieu de la tempête, *Reporterre* garde le cap.

Nous refusons de céder au sensationnalisme, à la panique et aux raccourcis.

Chaque jour, nous enquêtons, nous expliquons, nous documentons avec une ligne claire : informer plutôt qu'enflammer les esprits.

Chez *Reporterre*, il n'y a ni actionnaire, ni propriétaire, ni milliardaire : le média est à but non lucratif. **Nous sommes financés à 98% par 1,6% de nos lectrices et lecteurs.**

Concrètement, ça veut dire que :

- **Personne ne modifie ce que nous publions.**
- Nous ne cherchons pas à capter votre attention mais **à traiter les sujets qui méritent votre attention.**
- Nous pouvons laisser tous nos articles **en accès libre pour toutes et tous**, sans conditions de ressources.

Il n'y a pas d'action collective sans information libre.

Et c'est grâce à vous qu'elle peut exister.

👉 **Un don d'1€, c'est déjà un geste fort.**

👉 **Un soutien mensuel nous permet d'investir, de financer des enquêtes, de penser dans la durée.**

En échange de votre don, pas de t-shirt, pas d'articles réservés.

Mais un journalisme **libre, rigoureux et accessible à tous, toujours.**

Ça vous prendra moins de 2 minutes.

Merci ❤️

[Je soutiens Reporterre](#)

Si vous en avez les moyens, choisissez un soutien mensuel. Merci.